

Passer à l'action dès maintenant

A tous les niveaux, et selon les domaines de compétences de chaque entreprise, il est possible de contribuer au développement de cette agriculture innovante

et d'améliorer ainsi la performance sociétale sur différentes dimensions. Voici des pistes d'action de ce qui ne se fait pas encore assez.

	Actions	Entreprises concernées
Protéger le foncier agricole	Mettre à disposition et valoriser les réserves foncières disponibles pour des porteurs de projets agro-écologiques, y compris de façon rémunérée, et en particulier pour des petites parcelles inférieures à 2 ha.	Toute entreprise disposant de foncier non utilisé
Stimuler et répondre à la demande de produits bio locaux	Mener une politique d'achat durable pour la préparation de produits alimentaires, reformuler si besoin les recettes, notamment pour les produits de la marque distributeur.	Industrie Alimentaire Distributeurs
	Choisir un marketing différenciant qui met en avant massivement les produits alimentaires de qualité (goût, fraîcheur, au juste prix), et qui joue un rôle pédagogique dans la mise en rayon, les emballages et les publicités.	Distributeurs Industrie Alimentaire
	Fixer une ambition volontariste dans le taux de produits locaux et bio dans la restauration collective pour les salariés.	Toutes
	Construire une offre de produits bio ET locaux, et pas seulement du bio hors France, avec des menus créatifs pour maîtriser les coûts (quantité, répartition viande/céréales/légumineuses, anti-gaspillage).	Entreprise de restauration collective
Développer la capacité de production agricole durable	Pour un gestionnaire de centre commercial ou parc de loisir intégrant des métiers de bouche : Inclure dans les contrats de partenariat des clauses sur l'approvisionnement des produits alimentaires durables.	Entreprise commerciale
	Soutenir l'installation de fermes par des contrats d'achat long-terme.	Distributeurs Industrie Alimentaire
	Faciliter la réorganisation de la chaîne de valeur sur le plan technique (soutenir les maillons manquants tels que les légumeries ou la logistique de proximité) et les innovations organisationnelles (telles que l'inclusion des structures de l'économie sociale et solidaire).	Distributeurs
	Co-financer les programmes locaux sur le capital naturel, tels que les Paiements pour Services Ecosystémiques, par exemple sur la préservation de la biodiversité ou de la qualité de l'eau.	Toutes
	Soutenir des fonds d'investissement de long terme sur le capital naturel (ex : programmes de compensation écologique, fonds de dotation).	Toutes
	Inciter les entreprises partenaires à mettre en place une comptabilité innovante qui rend visible les impacts positifs de l'agriculture et qui prend en compte le capital naturel et capital humain.	Toutes
Former un payculteur pour développer le réseau de fermes, en lien avec l'entreprise et le territoire.	Industrie Alimentaire Distributeurs	



POUR UNE AGRICULTURE INNOVANTE À IMPACTS POSITIFS

- Nouveaux emplois et nouvelles activités économiques, ancrage territorial
- Droit au mieux manger pour tous, impacts positifs sur la santé
- Capital naturel préservé

ENJEUX DE L'AGRICULTURE DURABLE

Les multiples crises actuelles montrent que nous avons besoin de réinventer de nouveaux modèles : chômage et contraction du pouvoir d'achat des consommateurs, répartition inégale de la valeur sur les produits alimentaires avec une crise sociale structurelle chez les agriculteurs, épuisement des sols, croissance des maladies chroniques.

Une agriculture endettée:

159 700€: dette moyenne des exploitations en 2010. En 2014, 60 % des exploitations agricoles auraient eu un résultat négatif sans subventions.

Perte massive des emplois et des exploitations :

-26% d'exploitations en France et - 35 % d'exploitations en légumes (entre 2000 et 2010), 40% des agriculteurs partiront en retraite d'ici 2020

En matière d'environnement, l'agriculture chimique perturbe gravement (et parfois irrémédiablement) les services gratuits et irremplaçables rendus par la nature (pollinisation, épuration et rétention de l'eau, résilience aux sécheresses et inondations).

FERMES D'AVENIR : BIEN PLUS QU'UNE FERME MARAÎCHÈRE...



- Un lieu de production, à taille humaine, basé sur l'observation des écosystèmes naturels et locaux,
- Une production sous label biologique, sans usage des produits phytosanitaires chimiques,
- La régénération des écosystèmes et de la biodiversité,
- Un ancrage local fort : vente locale privilégiée, ouverture au public, chantiers participatifs,
- Des solutions préfigurant une société décarbonée et

- limitant les consommations d'eau,
- Des investissements réduits en capitaux financiers, au bénéfice de la création d'emplois,
- Un rôle de pédagogie sur les régimes alimentaires durables et le plaisir d'une alimentation saine,
- Une transparence sur les chiffres et les pratiques,
- Un partage équitable de la valeur créée sur le territoire,
- Une redécouverte possible des cultures variétales.

La transition à mener concerne le monde agricole, mais elle engage également tous les acteurs économiques du champ à l'assiette et en premier lieu le secteur

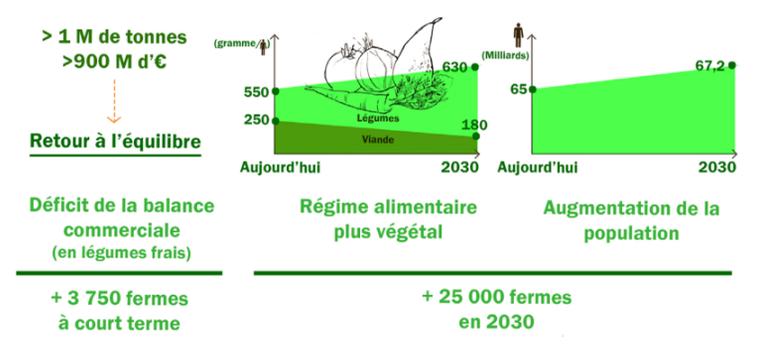
agro-alimentaire, la distribution, ou encore les entreprises disposant de réserve foncière.

NOS PROJECTIONS D'ICI 2030 EN FRANCE :

25 000 nouvelles fermes maraîchères bio diversifiées peu mécanisées

66 000 conversions de petites et moyennes exploitations maraîchères existantes

160 000 emplois agricoles + 100 000 emplois indirects locaux et non délocalisables



Le site : <http://www.fermesdavenir.org/> avec accès au rapport complet (les sources d'information, le détail des calculs, les études scientifiques, les experts rencontrés)

Contact : Maxime de Rostolan, max@fermesdavenir.org, Pierre Pageot, pierre@fermesdavenir.org

Ce travail est soutenu par :



et réalisé par



LES BÉNÉFICES MULTIPLES POUR LES CONSOMMATEURS, L'ENTREPRISE, LE TERRITOIRE



Développement
Economique



Emplois

UNE IMPLICATION INNOVANTE ET CONCRÈTE SUR LE TERRITOIRE :

- La valorisation du foncier sur des petites parcelles, de l'ordre de 1 à 2 hectares, en milieu rural, urbain ou péri-urbain,
- De nouvelles activités économiques à développer : agro-tourisme, transformation de produits, commerces de proximité, emplois dans les énergies renouvelables etc.
- Une réponse à la demande croissante des consommateurs en bio et local.
- Des résultats économiques plus stables (contrats de long terme entre partenaires économiques, indépendance des cours mondiaux).
- Une agriculture intensive en capital humain et faible en investissement.

CHIFFRES CLÉS :

Pour une ferme de 2 hectares :

Un Chiffre d'Affaires ramené à l'hectare similaire à du maraîchage bio diversifié dans les premières années (de l'ordre de 25 000€), puis **jusqu'à 10 fois le CA du maraîchage classique**, pour des fermes bien installées (plus de 10 ans). **4 emplois agricoles + 4 emplois indirects. 50 à 100 familles nourries en quantité de légumes**, soit 5 fois plus de personnes que la même surface consacrée à la viande, au lait et aux œufs.
Avec 25 000 fermes d'ici 2030 :
1 Md€ de création de valeur des nouvelles fermes par l'activité agricole directe.
3,9 Mds€ de dépenses de chômage évitées.

UNE CAPACITÉ DE PRODUCTION BIO-INTENSIVE POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES DES CONSOMMATEURS :



Performance
agronomique

Les surfaces actuellement cultivées sont largement suffisantes pour nourrir les français, pour peu que l'on s'attaque au gaspillage alimentaire (30% de pertes), et que l'on fasse évoluer progressivement le contenu de l'assiette (un peu moins carnée et davantage de légumes et légumineuses).

CHIFFRES CLÉS :

Sur les fermes maraîchères bio diversifiées et peu mécanisées :
Aujourd'hui: rendement équivalent de la moyenne nationale en maraîchage (de l'ordre de 27 tonnes par hectare).
Demain: rendement au moins 5 fois la moyenne du maraîchage pour une ferme avec 10 ans d'expérience.

LA QUALITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES À UN PRIX ACCESSIBLE POUR TOUS, UN SEGMENT BOP POUR L'AGRO-ALIMENTAIRE :



Santé

L'accès pour tous à une alimentation saine est un enjeu majeur, alors que les inégalités sociales de santé ne cessent d'augmenter en France depuis 20 ans.
La production des futures fermes a un bénéfice majeur sur la prévention de maladies fortement liées à l'alimentation, en particulier l'obésité et ses conséquences (maladies cardio-vasculaires et diabète).

CHIFFRES CLÉS :

Le coût des pesticides est de l'ordre de 19 Mds€ / an (Endocrine Society, 2014).
La projection Fermes d'Avenir d'ici 2030 permettra de nourrir 22,2 millions de français en légumes sains, et une économie sur les frais de santé comprise entre 600 M€ et 2,6 Mds d'€ (CIRED 2015).



LES AUTRES BÉNÉFICES



Capital naturel

Chaque entreprise peut préserver le capital naturel indispensable à son activité.

En 2 ans à la Bourdaisière, le taux de matière organique a été multiplié par 4. La qualité des sols est un enjeu majeur pour garantir de bons rendements en bio (+80% sur des sols sains) et pour limiter les effets des sécheresses et inondations.
D'ici 2040, les coûts des dégâts liés à la sécheresse seront multipliés par 3 (21 Mds€), les coûts des inondations sont multipliés par 2 (34 Mds€). (Asso. Française de l'Assurance).
La projection Fermes d'Avenir d'ici 2030 permettra :
-80 000 ha de Surface Agricole Utile protégée des pollutions agricoles, soit 20 à 80 M€ de dépense évitée, au titre des dégâts sur l'environnement et des coûts de contrôle. Au moins 3M€ pour la dépollution de l'eau.



Capital social et humain

La nouvelle agriculture permet de rassembler les parties prenantes sur le territoire autour de projets positifs (entreprises, associations, riverains, services publics).

- La création de lien social intergénérationnel sur le territoire, et entre agriculteurs.
- La pédagogie active avec les enfants et plus grands sur le goût, l'alimentation et le cycle de la nature.
- Un lieu de formation et une vision positive de l'agriculture susceptible de créer des vocations.
- L'insertion de publics fragiles en phase d'installation et en ateliers de transformation.
- La préservation des paysages qui contribuent au bien-être des habitants.

DES PIONNIERS

Croissance du marché des produits bios : +10 % pour les ménages et dans les collectivités entre 2012 et 2015 (5 Mds€)



BIOCOOP, pionnier de la première heure : 382 magasins fin 2015, 38 de plus fin 2016, 445 M€ de CA (+18% par rapport à 2014).

5 acteurs (Mac Cain, E. Leclerc, Randstad, Banque Alimentaire et Groupement des agriculteurs en pommes de terre), fabriquent des bonnes soupes et allient anti-gaspillage alimentaire, insertion et partenariats de long terme du champ à l'assiette.



+ 300 % de CA avec 2,4 M€ en 2015 après 3 ans d'activité. 850 communautés, 135 000 clients, 5000 producteurs.



Depuis juillet 2016, le guide dédié à la chaîne de valeur de l'alimentation et des boissons, permet de qualifier l'interdépendance entre le capital naturel et les entreprises. De nombreuses parties prenantes ont contribué à ce référentiel international.